



Martin Maurel Indexi

Rapport annuel

31 décembre 2019

Table des matières

Table des matières	2
1. Informations générales	4
1.1 Acteurs	4
1.2 Personnes responsables du rapport annuel	4
1.3 Attestation des personnes responsables du rapport annuel	5
1.4 Responsable du contrôle des comptes	5
2. Caractéristiques principales de l'OPC	6
2.1 Objectif de gestion	6
2.2 Profil de risque et de rendement	6
2.3 Catégories de parts	7
3. Compte-rendu d'activité	8
3.1 Performances du 29/12/2018 au 31/12/2019	8
3.2 Commentaire de gestion	8
4. Vie de l'OPC sous l'exercice sous revue	11
4.1 Changements substantiels intervenus au cours de l'exercice	11
4.2 Mouvements intervenus dans la composition du portefeuille au cours de l'exercice	11
4.3 Techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés	11
4.4 Opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres et TRS	11
4.5 Risque global	11
5. Informations réglementaires	12
5.1 Politique de sélection des intermédiaires et d'exécution des ordres des clients	12
5.1.1 Politique de sélection des intermédiaires	12
5.1.2 Politique d'exécution des ordres	13
5.1.3 Evaluation et notation des intermédiaires	13
5.1.4 Dispositif de contrôle	14
5.1.5 Meilleure Sélection et contrôle des prestataires fournisseurs de recherche	14
5.2 Critères ESG et Transition énergétique / Article 173	15
5.3 Exercice des droits de vote	15
5.3.1 Politique de vote	15
5.3.2 Exercice des droits de vote	16
5.4 Politique de rémunération	16
6. Certification du commissaire aux comptes	19
7. Comptes annuels	22
7.1 Bilan au 31 décembre 2019 en EUR	22
7.1.1 Bilan actif	22
7.1.2 Bilan passif	23
7.1.3 Hors-bilan	24

7.2	Compte de résultat au 31 décembre 2019 en EUR	24
8.	Annexes aux comptes annuels	25
8.1	Règles et méthodes comptables	25
8.1.1	Règles d'évaluation des actifs	25
8.1.2	Frais de gestion	27
8.1.3	Affectation des sommes distribuables	27
8.2	Evolution de l'actif net au 31/12/2019 en EUR	28
8.3	Compléments d'information	29
8.3.1	Ventilation par nature juridique ou économique des instruments financiers	29
8.3.2	Ventilation par nature de taux des postes d'actifs, de passif et de hors-bilan	29
8.3.3	Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actifs, de passif et de hors-bilan	29
8.3.4	Ventilation par devises de cotation ou d'évaluation des postes d'actifs, de passif et de hors-bilan	30
8.3.5	Créances et dettes: ventilation par nature	30
8.3.6	Capitaux propres	30
8.3.7	Frais de gestion	31
8.3.8	Engagements reçus et donnés	31
8.3.9	Autres informations	31
8.3.10	Tableau d'affectation des sommes distribuables	32
8.3.11	Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices	33
8.3.12	Inventaire en EUR	34

1. Informations générales

Martin Maurel Indexi est un FCP de droit français.

1.1 Acteurs

Société de gestion

Rothschild & Co Asset Management Europe
Société en commandite simple
29, avenue de Messine
75008 Paris

Société de Gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers le 6 juin 2017 sous le numéro GP-17000014

Dépositaire, Conservateur et Etablissement en charge de la tenue des registres de parts

Rothschild Martin Maurel
Société en commandite simple
29, avenue de Messine
75008 Paris

Etablissement de crédit français agréé par l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution).

Le dépositaire a délégué la fonction de conservation des titres financiers étrangers au Conservateur The Bank of New York Mellon SA/NV (Belgique).

Sous déléguataire de gestion comptable

La gestion comptable a été déléguée auprès de:
CACEIS FUND ADMINISTRATION
1-3 place Valhubert
75013 PARIS

1.2 Personnes responsables du rapport annuel

Ce document annuel est établi sous la responsabilité de la société de gestion, Rothschild & Co Asset Management Europe.

Rothschild & Co Asset Management Europe	Pierre Baudard
Société de gestion	Associé-Gérant

1.3 Attestation des personnes responsables du rapport annuel

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Paris, le 1^{er} juillet 2020

Valérie Burkhard
Managing Director

Pierre Baudard
Associé-Gérant

1.4 Responsable du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet FOUCAULT
M. Jean-Paul Foucault
229 boulevard Péréire
75017 Paris

2. Caractéristiques principales de l'OPC

2.1 Objectif de gestion

L'objectif de gestion de MARTIN MAUREL INDEXi est de reproduire la performance des obligations de la zone euro indexées sur l'inflation (française et européenne).

Indicateur de référence:

Le Bloomberg Barclays Eurozone – All CPI (Code Bloomberg LF96TREU Index) est un reflet parfait du marché des obligations d'Etat de la zone euro indexées sur l'inflation (française ou européenne). Il est libellé en euro et tient compte des coupons détachés par les obligations qui le composent. Les indices Bloomberg Barclays répliquent quotidiennement la performance totale des obligations d'Etat des pays appartenant à la zone euro. Ils permettent de mesurer les performances du marché des emprunts d'Etat sur différentes tranches de maturité, selon le type d'inflation (française et/ou européenne) et selon le type d'émetteur. Il est calculé par Bloomberg Barclays Indices et est disponible sur le site www.bloombergindices.com.

A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, l'administrateur de l'indice de référence n'est pas encore inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

Conformément au règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la Société de gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice.

2.2 Profil de risque et de rendement

Le niveau de risque de cet OPCVM est de 3 (volatilité comprise entre 2% et 5%) et reflète principalement son positionnement sur des titres de dettes privées ou publiques indexés sur l'inflation, tout en ayant une sensibilité comprise entre 0 et 15.

- Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur synthétique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM.
- La catégorie de risque associée à l'OPCVM n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps à la hausse comme à la baisse.
- La catégorie la plus faible ne signifie pas sans risque.
- L'OPCVM n'est pas garanti en capital.

Autres facteurs de risque importants, non pris en compte de manière adéquate par l'indicateur :

- Risque de crédit: Risque de dégradation de la qualité du crédit ou risque de défaut d'un émetteur pouvant impacter négativement le prix des actifs en portefeuille.
- Risque de contrepartie: Risque de défaut d'une contrepartie à une opération de gré à gré (swap, pension). Ces risques peuvent impacter négativement la valeur liquidative de l'OPC.

La survenance de l'un de ces risques pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative de l'OPC.

Pour de plus amples informations sur le profil de risque et ses principaux contributeurs, merci de vous référer au prospectus

2.3 Catégories de parts

Le FCP possède deux catégories de part: La part P EUR et la part I EUR.

Catégorie de part	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devises de libellé	Souscription initiale minimale	Souscription ultérieure minimale	Souscripteurs concernés
Part P	FR0007075668	Capitalisation	Euro	1 part	1 part	Tous souscripteurs
Part I	FR0010275628	Capitalisation	Euro	1 000 000 €	1 part	Institutionnels

Les souscriptions ultérieures pourront se faire en part ou en décimale de part, le cas échéant.

3. Compte-rendu d'activité

3.1 Performances du 29/12/2018 au 31/12/2019

	Performance absolue	Performance relative à l'indice de référence
RMM Indexi Part I EUR	+3.17%	+6.57%
RMM Indexi part P EUR	+2.81%	+6.57%

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

3.2 Commentaire de gestion

Après la dégradation des indicateurs économiques avancés notamment dans le secteur manufacturier à partir du 4ème trimestre 2018, le rebond des marchés a été permis par le soutien des banques centrales mais aussi la résistance des indices avancés dans le secteur des services qui sont restés au-dessus du seuil d'expansion de 50. La consommation a également tenu, portée par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages grâce à la hausse des salaires, l'inflation modérée et des niveaux de taux d'intérêt qui ne fragilisent ni la situation financière des ménages ni celle des entreprises.

Sur le plan international, Le risque politique est monté d'un cran à partir du printemps avec la résurgence des tensions politiques (Guerre Commerciale, Brexit, Hong Kong, Iran, Italie...) qui ont atteint un pic au mois d'août. Sur la fin d'année, l'aboutissement des négociations sur la phase I de la guerre commerciale sino-américaines et l'issue favorable sur le Brexit suite aux élections au UK avec une stabilisation des indicateurs macroéconomiques ont permis de lever une partie de la prime de risque.

Ainsi, en dépit d'une croissance mondiale au ralenti (à 2,4% contre 3% en 2018), des inquiétudes autour de la guerre commerciale Sino-Américaine et du Brexit, d'une rhétorique restrictive de la Fed et de la BCE et de l'émergence de mouvements sociaux contestataires, 2019 a finalement été une année très positive sur les marchés.

Sur les marchés monétaires, dès le début d'année, Jerome Powell a adopté un discours à l'opposé de celui tenu fin 2018, plus accommodant en annonçant la fin du "pilotage automatique" de la réduction de son bilan et le report d'une éventuelle hausse de taux à 2020. Finalement, la poursuite des tensions commerciales sino-américaines, la publication de statistiques économiques décevantes et la faiblesse des anticipations d'inflation aux Etats-Unis ont alimenté les craintes concernant le cycle de croissance et poussé la Fed à procéder à 3 baisses de taux au cours de l'année, fixant sa fourchette cible à [1,5%; 1,75%] depuis la réunion de politique monétaire des 29 et 30 octobre. En parallèle, la BCE a réagi à la baisse des anticipations d'inflation en prenant une série de mesures à l'issue de sa réunion du 12 septembre: une baisse du taux de dépôt de 10pb, l'introduction d'un système à paliers pour les réserves excédentaires des banques, un TLTRO III et surtout la reprise des rachats nets d'actifs à un rythme de 20Mds€ par mois, sans date de fin, à compter du 1er novembre. Néanmoins, depuis sa prise de fonction, Christine Lagarde a appelé de ses vœux une relance budgétaire pour prendre le relais d'une politique monétaire dont l'efficacité est remise en cause.

Sur les marchés obligataires, les taux d'intérêt se sont ainsi détendus de: -77 pb sur le taux américain à 10 ans et -43 pb sur le taux allemand à 10 ans à -0,19 % après avoir touché un plus bas historique de -0,71 % fin août et -59 pb sur le 10 ans français à 0,12 %. Les pays

périphériques ont surperformé avec une détente de: - 292 pb sur le 10 ans grec à 1,43 % suite à l'amélioration d'un cran de sa note par S&P à BB-, avec une perspective positive, - 148 pb sur le 10 ans italien à 1,41 %, -131 pb sur le 10 ans portugais à 0,44 et - 95 pb sur le 10 ans espagnol à 0,47 %.

Sur le marché du crédit, Les taux bas ont poussé les investisseurs à rechercher du rendement auprès du marché actions mais aussi des obligations Corporate, faisant bondir le marché investment grade de 6,3% et le marché high yield de 10,8% (resserrement d'environ 200 pb pour le HY européen). Concernant les émissions, l'année 2019 a été historique sur les Corporates avec près de 450Mds d'Euros, soit 13% de mieux que le précédent record de 2017.

Sur le front des devises, l'euro a perdu du terrain contre toutes devises même si la monnaie unique a réduit une partie de son retard sur le second semestre à la suite de l'accord trouvé sur le Brexit. Le dollar s'est apprécié contre euro de 1,94 % sur l'année à 1,12.

Enfin, sur les marchés actions dividendes réinvestis, toutes les zones ont connu de fortes progressions en euro: le S&P affiche une hausse de 34,10 %, l'Eurostoxx de 26,11 %, le Nikkei de 24,9% et les marchés émergents de 21,9%.

Dans ce contexte, la Commission Européenne et la BCE ont progressivement révisé à la baisse leurs prévisions de croissance et d'inflation pour la zone euro en 2019. Les chiffres d'inflation réalisée ont d'ailleurs baissé une bonne partie de l'année avant de se redresser en fin de période tout en restant contenue. En effet, l'inflation core est restée encore faible (à 1,0 en moyenne) et loin de la cible de la BCE de 2 %. Les prix du pétrole ont varié au gré des nouvelles relatives à l'avancée de la guerre commerciale pouvant impacter la demande. Ils sont malgré tout en hausse sur l'année, profitant en fin de période du regain d'optimisme lié à l'accord commercial que Washington et Pékin doivent signer début janvier. Ainsi, les anticipations d'inflation des investisseurs ont tout d'abord baissé avec la dégradation des perspectives de croissance et l'inflexion du discours des grandes banques centrales, atteignant un point bas mi-juin, avant d'augmenter pour revenir globalement sur leurs niveaux de début d'année (légère hausse du point-mort d'inflation allemand à 10 ans de 0,96 à 0,99 sur l'année avec un point bas de 0,68 le 14 juin), profitant du regain d'optimisme dans le marché. L'indice global des obligations indexées sur l'inflation délivre ainsi une performance de +6,57 % sur l'année et sous performe très légèrement celui des obligations nominales (+6,77%). Les obligations indexées périphériques (Italie: +12 % et Espagne +7,51 %) sur performent celles des pays core (Allemagne: +2,64 % et France: +4,15 %).

Compte tenu du contexte de taux historiquement très bas et malgré le contexte d'aversion au risque, nous avons maintenu la sensibilité du fonds sur un niveau nettement plus faible que sa référence tout au long de l'année avec une surpondération sur la partie inférieure à 10 ans de la courbe des taux réels, plus sensible à la révision en hausse des chiffres d'inflation, qui représente 83 % de l'actif à fin 2019, stable sur l'année, et une sur pondération sur les pays core (France et Allemagne: 58 % de l'actif) par rapport aux pays périphériques (Italie et Espagne: 41 %).

En termes de risque pays, le fonds est resté tout au long de l'année sous pondéré sur la France et l'Italie (respectivement -3 % et -4 % en fin d'année) et sur pondéré sur l'Espagne et l'Allemagne de respectivement +2 % et +4 % à fin décembre. Le fonds est resté moins sensible sur toutes les zones géographiques par rapport à la référence, de façon toujours plus marquée sur l'Allemagne.

En termes d'exposition géographique, nous avons maintenu tout au long de l'année nos contrats vendeurs sur l'Allemagne et l'Italie (pour respectivement 6 % et 3 % de l'actif), entraînant une sous-exposition à ces deux pays par rapport à la référence (de 11 % et 24 % respectivement dans le fonds contre 13 % et 31,5 % dans l'indice). Au global, sur l'année, compte tenu de la baisse des taux nominaux allemand et italien à 10 ans, la couverture a contribué négativement à la performance du fonds de respectivement -0,23 % et -0,47 %.

La diversification en emprunts des secteurs public (Cades) a baissé de 2 % à 1 % de l'actif suite au remboursement en juillet de l'obligation Cadesi 2019.

Ainsi, le fonds réalise une performance sur l'année de +3,17 % et sensiblement inférieure à celle de son indice (+6,57 %) en raison notamment de sa sensibilité globale plus faible et notamment sur l'Italie qui est le meilleur contributeur sur l'année.

Son actif s'établit en baisse sur l'année d'environ 4,5 % à 50,84 millions d'euros hors effet marché.

La sensibilité au taux réel de MARTIN MAUREL INDEXi s'établit à 4,36 à fin décembre 2019, son rendement réel est de -0,77 %.

4. Vie de l'OPC sous l'exercice sous revue

4.1 Changements substantiels intervenus au cours de l'exercice

Néant.

4.2 Mouvements intervenus dans la composition du portefeuille au cours de l'exercice

Table 1. Achats

Titre	En euros
R-CO COURT TERME C	5 305 959,58
SPAI IL 0.65 11-27	564 171,64
FRTR 0.1 03/01/28	556 655,75
SPAI IL 0.15 11-23	536 955,67

Table 2. Ventas

Titre	En euros
R-CO COURT TERME C	5 411 034,97
OAT I 1.30% 07/19	1 683 221,85
ESPAGNE 0.55% 113019	1 056 407,73
BTPei 2.35 09/19	948 245,26

4.3 Techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Cet OPC n'a pas utilisé au cours de l'exercice les techniques de gestion efficace de portefeuille

4.4 Opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres et TRS

L'OPC n'a pas eu, au cours de l'exercice, recours à des opérations de financement sur titres tels que des prêts et emprunts de titres, des prises et mises en pension et des TRS

4.5 Risque global

Méthode de calcul du risque global : Méthode du calcul de l'engagement.

5. Informations réglementaires

5.1 Politique de sélection des intermédiaires et d'exécution des ordres des clients

Conformément à la réglementation, Rothschild & Co Asset Management Europe a mis en place une Politique de sélection de ses intermédiaires et d'exécution des ordres.

En tant que prestataire de services d'investissements habilité à délivrer le service de gestion de portefeuille et la gestion d'OPC, Rothschild & Co Asset Management Europe a l'obligation d'agir au mieux des intérêts de ses clients ou de l'OPC.

A ce titre, Rothschild & Co Asset Management Europe a instauré une politique de sélection et d'évaluation des entités qui lui fournissent les services, en prenant en compte des critères liés notamment à la qualité de l'analyse financière produite.

La présente politique s'applique aux catégories d'instruments financiers suivants:

- Les actions et valeurs assimilées,
- Les produits de taux,
- Les instruments financiers à terme, les OPC et le change.

5.1.1 Politique de sélection des intermédiaires

Rothschild & Co Asset Management Europe n'exécute pas ses ordres (résultant des décisions d'investissement) directement mais a recours à des intermédiaires. Rothschild & Co Asset Management Europe doit prendre toutes les mesures nécessaires pour sélectionner les intermédiaires dont la politique d'exécution connue permettra d'assurer le meilleur résultat possible lors de l'exécution des ordres.

Rothschild & Co Asset Management Europe a instauré un Comité en charge de l'autorisation des intermédiaires pour sélectionner les intermédiaires les plus à même de fournir le meilleur résultat dans l'exécution des ordres, en tenant compte notamment des facteurs suivants, par ordre d'importance:

- La rapidité d'exécution;
- Le prix de l'instrument financier;
- Le coût global de la réalisation de l'ordre;
- La probabilité d'exécution de l'ordre et le règlement;
- La taille de l'ordre;
- La nature de l'ordre (limite, à tout prix, au marché);
- Les places de marchés accessibles;
- La qualité du back office (notamment le traitement des ordres, le reporting, etc.).
- Toutes autres considérations relatives à l'exécution de l'ordre.

5.1.2 Politique d'exécution des ordres

Rothschild & Co Asset Management Europe a mis en œuvre une politique d'exécution afin de permettre à ses clients d'obtenir avec régularité le meilleur résultat possible pour l'exécution de leurs ordres, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Afin de s'assurer du respect de l'intérêt exclusif des investisseurs et de leur traitement équitable tout au long du processus de traitement des ordres, les services concernés de Rothschild & Co Asset Management Europe mettent en œuvre notamment les procédures suivantes:

- Les ordres sont systématiquement horodatés et pré-affectés, même en cas de groupage d'ordres
- Les ordres sont exécutés exclusivement auprès d'intermédiaires préalablement agréés et évalués selon les critères définis;
- Après exécution, l'affectation des ordres est automatique en fonction de l'ordre initial;
- Lorsque l'exécution est partielle, l'allocation est faite systématiquement au prorata des ordres initiaux;
- Une piste d'audit archive et horodate chaque étape du processus.

En cas d'instruction spécifique du client (RTO/Conseil), Rothschild & Co Asset Management Europe peut être exonéré de prendre tout ou parties des mesures prévues dans le cadre de sa politique de meilleure exécution.

5.1.3 Evaluation et notation des intermédiaires

Rothschild & Co Asset Management Europe a mis en place un dispositif de surveillance de ses dispositifs de réception-transmission d'ordres et d'exécution d'ordres.

Les évaluations sont réalisées chaque semestre lors du Comité de Notation des Intermédiaires.

Une notation de la qualité d'exécution est préalablement attribuée par la table de négociation, qui est le reflet du suivi de la Best Execution réalisée en premier niveau.

Le Comité analyse les éléments suivants:

- La qualité et la rapidité des transactions par intermédiaires et par catégorie d'instruments financiers. Cette évaluation est effectuée à partir d'un rapport d'analyse quotidien des délais de traitement, prix exécution, données VWAP,
- Les incidents,
- La contractualisation et spécialement les accords particuliers conclus avec l'intermédiaire (rabais, remises, avantages...) et les potentiels conflits d'intérêts.
- Le dispositif de contrôle de l'exécution: le service de contrôle permanent de 2ème niveau de Rothschild & Co Asset Management Europe présente les résultats de ces contrôles sur l'exécution et la sélection des intermédiaires, Le suivi du budget du compte Recherche.
- Tous évènements susceptibles d'avoir un impact sur le dispositif d'exécution de Rothschild & Co Asset Management Europe.

En conclusion de ces données, le Comité valide la notation des intermédiaires afin de décider de la poursuite ou de la clôture de la relation commerciale existante en fonction de:

- La qualité et la fiabilité des exécutions (prix, suivi de l'ordre, rapidité, fiabilité);
- La qualité de l'information et la qualité de la relation commerciale;

- La qualité de traitement de dépouillement des ordres (rapidité, taux de fiabilité).

5.1.4 Dispositif de contrôle

Des contrôles sont réalisés régulièrement selon les procédures en vigueur pour vérifier le respect des critères définis. Les résultats des tests sont intégrés dans une évaluation des risques réalisée au sein de la société et incluse au niveau du groupe Rothschild & Co.

La présente Politique et les dispositifs en matière de réception, transmission et exécution d'Ordres sont revus au moins une fois par an ou chaque fois qu'un changement significatif intervient dans le dispositif mis en place par Rothschild & Co Asset Management Europe.

Une version à jour de la présente Politique est disponible sur le site internet de Rothschild & Co Asset Management Europe.

5.1.5 Meilleure Sélection et contrôle des prestataires fournisseurs de recherche

En application de la réglementation, Rothschild & Co Asset Management Europe a mis en œuvre une politique de sélection et d'évaluation des entités qui lui fournissent le service de recherche en prenant en compte des critères liés notamment à la qualité de l'analyse financière produite.

Les frais de recherche sont supportés différemment en fonction des services de gestion:

- Pour la gestion sous mandat, les frais de recherche sont exclusivement supportés par Rothschild & Co Asset Management Europe;
- Pour la gestion collective, les frais de recherche sont intégrés dans les frais de transactions et crédités sur un compte de Commissions de Courtage Partagé (CSA/RPA).

La politique de sélection et d'évaluation de la recherche utilisée dans le cadre des prestations rendues prend en compte des critères liés notamment à:

- La qualité de l'analyse / qualité de la recherche (notation, etc.);
- L'aide à la rencontre avec les entreprises;
- Les spécialisations sectorielles et géographiques;
- La personnalisation des analyses ;
- Le coût.

Une revue régulière des fournisseurs de recherche est effectuée sur la base des critères suivants:

- Les classements de place;
- Les commentaires du métier;
- L'analyse de la qualité; Le prix de chaque prestation.

Une convention est signée avec chaque prestataire.

5.2 Critères ESG et Transition énergétique / Article 173

MARTIN MAUREL INDEXI respecte la politique ESG établie par Rothschild & Co Asset Management Europe dont les grands principes sont :

- Le respect d'un ensemble d'exclusions
- L'intégration de critères ESG dans la gestion du fonds :
 - o calcul et pilotage de la note ESG du portefeuille
 - o calcul de l'intensité carbone du portefeuille
- Une politique d'engagement qui s'exprime à différents niveaux au sein de la société de gestion à travers un dialogue avec nos participations sur les thématiques ESG, l'exercice de nos droits de vote en lien avec des considérations ISR, la signature des UNPRI par Rothschild & Co Asset Management Europe et notre participation à des projets d'engagement (avec des ONG).

Les principales sources d'informations utilisées sont :

- MSCI ESG Research, qui nous fournit l'essentiel des données utilisées en matière de notation ESG et de calcul carbone
- Institutional Shareholder Services (ISS) pour l'exercice des droits de vote

Sur l'exercice 2019, R-co Conviction France respecte les principes de notre politique ESG et fait apparaître une note de 5,7 sur 10 au 31/12/2019. Des détails additionnels sont disponibles sur demande. L'intégralité de la politique ESG est disponible sur le site internet.

5.3 Exercice des droits de vote

5.3.1 Politique de vote

Notre politique de vote couvre la zone Europe et nous privilégions les sociétés dont la capitalisation est supérieure à 350 millions €. En conséquence, le périmètre des droits de vote couvre les valeurs actions européennes détenues dans les OPC gérés par Rothschild & Co Asset Management Europe. Afin de répondre à la politique ESG que nous suivons, nous pouvons également exercer nos droits votes à toutes les autres valeurs actions européennes détenues dans nos OPC, si ceux-ci l'exigent. Par ailleurs, nous nous réservons le droit d'exercer des droits de votes de façon exceptionnelle:

- lors d'une augmentation de capital défensive si la société fait l'objet d'une OPA
- par décision d'un gérant ou d'un client
- à la demande ou une contrainte ESG

Les Etats-Unis sont partiellement couverts, quand la participation n'implique aucun surcoût pour RAM. Le reste du monde, et certains pays européens (Danemark et Suisse) ne sont pas couverts en raison du coût élevé induit par la connaissance, l'analyse et l'exercice des résolutions. Nous n'exerçons pas non plus nos droits de vote lorsque:

- les délais d'immobilisation des titres constituent une gêne trop importante et nuiraient à la gestion financière de l'OPC
- le contenu des résolutions et/ou recommandations de vote n'ont pas pu nous être transmis dans des délais permettant une analyse
- les frais d'exercice des droits de vote, trop élevés, justifient une abstention de notre part et ce dans l'intérêt des porteurs de parts de l'OPC

5.3.2 Exercice des droits de vote

Notre politique de vote se veut suivre les principes d'investissement socialement responsable (ISR) sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'analyse et les recommandations des résolutions nous sont faites par la société spécialisée ISS (<https://www.issgovernance.com/>), Institutional Shareholder Services. Les recommandations les plus importantes peuvent être étudiées par nos analystes et traitées afin de favoriser les investisseurs. Les décisions prises sont communes à tous nos OPC.

Les bulletins de votes sont transmis :

- soit numériquement via des plateformes internet de votes dédiées (principalement les AG des pays étrangers)
- soit manuellement via des formulaires papiers (assemblées générales françaises)

Le détail de la politique de votes est disponible sur notre site internet https://am.be.rothschildandco.com/stock/lib/ESG/20190709_Rapport%20ESG.pdf

5.4 Politique de rémunération

La politique de rémunération de Rothschild & Co Asset Management Europe (R&Co AM Europe) est définie dans un objectif de fidélisation du personnel, de gestion saine et efficace du risque et d'alignement des intérêts des collaborateurs et des clients.

L'ensemble du personnel est rémunéré sous la forme d'un salaire fixe et d'une éventuelle partie variable fondée sur des éléments d'appréciation qualitatifs et quantitatifs (selon les fonctions) sur la base de l'évaluation annuelle.

Un équilibre approprié est établi entre les composantes fixe et variable de la rémunération globale et la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique souple puisse être exercée en matière de composantes variables de la rémunération, souplesse pouvant aller jusqu'à la réduction de la rémunération variable à zéro en cas de mauvaise performance et/ou de comportement contraire à l'éthique ou au bon respect des règles.

La rémunération du personnel de la conformité et de la filière risques est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils contrôlent et valident les opérations, et à un niveau suffisant pour disposer de personnes qualifiées et expérimentées ; elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction.

Pour les autres membres du personnel, outre le respect du dispositif de conformité, les critères de performance appliqués aux collaborateurs de R&Co AM Europe reposent sur les principes suivants :

Gérants de fonds, gestionnaires financiers

- Les performances sont tout d'abord mesurées au niveau de l'équipe à laquelle ils appartiennent.
- Les performances sont évaluées dans la mesure du possible en comparaison par rapport à la concurrence ou par rapport à des indices de comparaison.
- Les performances relatives sont évaluées de manière qualitative sur une longue période.

- En cas de commission de surperformance, il n'y a pas de lien entre le montant de la commission de surperformance facturable et le montant de la rémunération variable des gestionnaires.

Commerciaux institutionnels et distributeurs

- Les performances sont également évaluées en termes de contribution aux objectifs alloués à l'équipe à laquelle ils appartiennent. Elles ne sont jamais déclinées ni par client ni par produit.

Pour ce qui est des autres fonctions, les performances sont évaluées sur la base d'objectifs quantitatifs comme qualitatifs, fixés chaque année par les managers dans le cadre du process d'évaluation.

Le processus de détermination des rémunérations est itératif. Les dirigeants proposent au Comité des rémunérations Groupe qui se tient début décembre, les enveloppes de bonus et d'augmentations individuelles ainsi que les modalités de rémunération de la population régulée.

La Population Régulée au titre des directives AIFM et UCITS regroupe les fonctions suivantes :

- Direction Générale (hors Associés Gérants ⁽¹⁾)
- Gestionnaires de FIA ou d'OPCVM
- Responsables développement et marketing
- RCCI
- Fonction risques (opérationnel, de marché...)
- Responsables administratifs
- Tout autre collaborateur ayant un impact significatif sur le profil de risque de la société ou des FIA/OPC gérés et dont le salaire se situe dans la même tranche que les autres preneurs de risques

(1): Les Associés gérants sont exclus car de par leur statut, ils sont responsables de manière indéfinie sur leurs biens personnels. Par ailleurs, les dividendes qui leur sont versés par la société de gestion ne sont pas couverts par les Directives AIFM ou OPCVM 5, et ceux-ci ne perçoivent aucun autre type de rémunération sur la société de gestion.

Des modalités spécifiques de rémunération variable différée leur sont appliquées

La liste nominative de la Population Régulée ainsi que les modalités spécifiques de leur rémunération variable différée seront revues annuellement par le Comité de Surveillance de R&Co AM Europe et par le Comité des Nominations et des Rémunérations de Rothschild & Co SCA.

L'intégralité de la politique de rémunération de R&Co AM Europe est disponible au 29, avenue de Messine, Paris 8ème, après prise de rendez-vous auprès du service des Ressources Humaines.

- Au titre de l'année 2019, les montants de rémunérations attribuées par R&Co AM Europe sont les suivants :

	Nombre de collaborateurs	Rémunération totale	Rémunération fixe	Rémunération variable
Population totale	159	16,08	11,78	4,30
Population régulée au titre de AIFM / UCITS	44	6,71		
Dont gérants et analystes	33	4,92		
Dont autre population régulée	11	1,79		

6. Certification du commissaire aux comptes

JEAN-PAUL FOUCAULT
H.E.C. DIPLOME D'EXPERTISE COMPTABLE
ANCIEN ELEVE DE L'ECOLE NATIONALE DES IMPOTS
DOCTEUR D'ETAT EN DROIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avec la collaboration de :

OLIVIER FOUCAULT
H.E.C. - M.S.T.C.F. - LICENCE EN DROIT
EXPERT-COMPTABLE, COMMISSAIRE AUX COMPTES
CHARTERED CERTIFIED ACCOUNTANT, REGISTERED AUDITOR (U.K.)
ACPIA INTERNATIONAL ASSOCIATE, CERTIFICAT IFRS

E-mail : jpfoucault@foucault.fr

FCP MARTIN MAUREL INDEXI
Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux porteurs de parts,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration de la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FCP MARTIN MAUREL INDEXI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

II - FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Bureaux et correspondances : 99 avenue Achille Peretti - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Siège social : 229 boulevard Pereire - 75017 PARIS
Téléphone : 01.55.62.19.55
Télécopie : 01.46.24.44.53
E-mail : cabof@foucault.fr

III - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux porteurs de parts.

V - RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société de gestion.

VI - RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 15 avril 2020.

Le Commissaire aux Comptes,



Jean-Paul FOUCAULT

7. Comptes annuels

7.1 Bilan au 31 décembre 2019 en EUR

7.1.1 Bilan actif

	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations nettes	0,00	0,00
Dépôts	0,00	0,00
Instruments financiers	50 821 974,50	51 456 328,75
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	50 295 182,02	50 778 017,75
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	50 295 182,02	50 778 017,75
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
<i>Titres de créances négociables</i>	0,00	0,00
<i>Autres titres de créances</i>	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	492 592,48	598 431,00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	492 592,48	598 431,00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	34 200,00	79 880,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	34 200,00	79 880,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
Créances	65 432,69	72 519,36
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	65 432,69	72 519,36
Comptes financiers	2 717,29	227 993,08
Liquidités	2 717,29	227 993,08
Total de l'actif	50 890 124,48	51 756 841,19

7.1.2 Bilan passif

	31/12/2019	31/12/2018
Capitaux propres		
Capital	50 642 257,34	50 847 687,77
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-196 555,96	348 770,80
Résultat de l'exercice (a, b)	393 728,47	455 056,34
Total des capitaux propres (= Montant représentatif de l'actif net)	50 839 429,85	51 651 514,91
Instruments financiers	34 200,00	79 880,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	34 200,00	79 880,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	34 200,00	79 880,00
Autres opérations	0,00	0,00
Dettes	16 494,63	25 446,28
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	16 494,63	25 446,28
Comptes financiers	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
Total du passif	50 890 124,48	51 756 841,19

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

7.1.3 Hors-bilan

	31/12/2019	31/12/2018
Opérations de couverture		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
XEUR FBTP BTP 0319	0,00	1 661 660,00
XEUR FBTP BTP 0320	1 709 520,00	0,00
XEUR FGBL BUN 0319	0,00	3 434 340,00
XEUR FGBL BUN 0320	3 068 820,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
Autres opérations		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

7.2 Compte de résultat au 31 décembre 2019 en EUR

	31/12/2019	31/12/2018
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	589 268,87	690 568,85
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Total (1)	589 268,87	690 568,85
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	679,34	1 009,66
Autres charges financières	0,00	0,00
Total (2)	679,34	1 009,66
Résultat sur opérations financières (1 - 2)	588 589,53	689 559,19
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	190 823,21	203 348,50
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	397 766,32	486 210,69
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-4 037,85	-31 154,35
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
Résultat (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	393 728,47	455 056,34

8. Annexes aux comptes annuels

8.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié. Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- Image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité
- Régularité, sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus. La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en EURO. La durée de l'exercice est de 12 mois.

8.1.1 Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrés dans des comptes "différences d'estimation".

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

8.1.1.1 Dépôts

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

8.1.1.2 Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

8.1.1.3 Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

8.1.1.4 Titres de créances négociables

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (STAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France.

8.1.1.5 OPC détenus

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

8.1.1.6 Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique "créances représentatives des titres reçus en pension" pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique "créances représentatives de titres prêtés" à la valeur actuelle majorée des intérêts courus recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique "titres empruntés" pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique "dettes représentatives de titres empruntés" pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

8.1.1.7 Instruments financiers à terme

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

- Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

- **Les swaps :**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

- **Engagements Hors Bilan :**

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

8.1.2 Frais de gestion

Les frais de gestion sont calculés à chaque valorisation sur l'actif net. Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion sont intégralement versés à la société de gestion qui prend en charge l'ensemble des frais de fonctionnement des OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction.

le taux appliqué sur la base de l'actif net hors OPC du groupe Rothschild Martin Maurel est de :

- Pour la Part I : 0,25% TTC
- Pour la Part P : 0,60% TTC

8.1.3 Affectation des sommes distribuables

8.1.3.1 Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

- Le **résultat** : le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

- Les **Plus et Moins-values** : les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

8.1.3.2 Modalités d'affectation des sommes distribuables

<i>Sommes Distribuables</i>	Parts P et I
Affectation du résultat net	Capitalisation
Affectation des plus ou moins-values nettes réalisés	Capitalisation

8.2 Evolution de l'actif net au 31/12/2019 en EUR

	31/12/2019	31/12/2018
Actif net en début d'exercice	51 651 514,91	56 841 149,52
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	1 877 566,54	9 339 922,48
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-4 222 343,35	-13 513 585,49
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	314 408,84	351 333,22
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-1 775,58	-7 039,37
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	163 080,10	258 600,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-673 470,00	-230 590,00
Frais de transactions	-2 186,08	-2 466,01
Différences de change	0,00	0,00
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	1 229 188,13	-1 713 580,13
Différence d'estimation exercice N	4 606 208,24	3 377 020,11
Différence d'estimation exercice N-1	-3 377 020,11	-5 090 600,24
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	105 680,00	-158 440,00
Différence d'estimation exercice N	25 800,00	-79 880,00
Différence d'estimation exercice N-1	79 880,00	-78 560,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	397 766,32	488 210,69
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
Actif net en fin d'exercice	50 839 429,85	51 651 514,91

8.3 Compléments d'information

8.3.1 Ventilation par nature juridique ou économique des instruments financiers

	Montant	%
Actif		
Obligations et valeurs assimilées		
Autres obligations (indexées, titres participatifs)	50 295 182,02	98,93
TOTAL Obligations et valeurs assimilées	50 295 182,02	98,93
Titres de créances		
TOTAL Titres de créances	0,00	0,00
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers		
TOTAL Opérations de cession sur Instruments financiers	0,00	0,00
Hors-bilan		
Opérations de couverture		
Taux	4 778 340,00	9,40
TOTAL Opérations de couverture	4 778 340,00	9,40
Autres opérations		
TOTAL Autres opérations	0,00	0,00

8.3.2 Ventilation par nature de taux des postes d'actifs, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 295 182,02	98,93
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 717,29	0,01
Passif								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	4 778 340,00	9,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

8.3.3 Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actifs, de passif et de hors-bilan

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	5 326 682,53	10,48	9 575 628,58	18,84	14 841 670,67	29,19	20 551 200,24	40,42
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	2 717,29	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 778 340,00	9,40
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

8.3.4 Ventilation par devises de cotation ou d'évaluation des postes d'actifs, de passif et de hors-bilan

							Autres devises	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

8.3.5 Créances et dettes: ventilation par nature

	31/12/2019
Créances	
Dépôts de garantie en espèces	65 432,69
Total des créances	65 432,69
Dettes	
Frais de gestion	16 494,63
Total des dettes	16 494,63

8.3.6 Capitaux propres

8.3.6.1 Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
MARTIN MAUREL INDEXi I		
Parts souscrites durant l'exercice	2	304 922,34
Parts rachetées durant l'exercice	-7	-1 035 595,28
Solde net des souscriptions/rachats	-5	-730 672,94
MARTIN MAUREL INDEXi P		
Parts souscrites durant l'exercice	1 713	1 572 644,20
Parts rachetées durant l'exercice	-3 481	-3 188 748,07
Solde net des souscriptions/rachats	-1 748	-1 614 103,87

8.3.6.2 Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
MARTIN MAUREL INDEXi I	
Commissions de rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	304,62
Total des commissions acquises	304,62
MARTIN MAUREL INDEXi P	
Commissions de rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	1 571,00
Total des commissions acquises	1 571,00

8.3.7 Frais de gestion

	31/12/2019
MARTIN MAUREL INDEXi I	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	81 757,38
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,25
Frais de gestion variables	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
MARTIN MAUREL INDEXi P	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	109 085,83
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,60
Frais de gestion variables	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

8.3.8 Engagements reçus et donnés

8.3.8.1 Garanties reçues par l'OPC

Néant.

8.3.8.2 Autres engagements reçus et/ou donnés

Néant.

8.3.9 Autres informations

8.3.9.1 Valeur actuelle des titres faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2019
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

8.3.9.2 Valeur actuelle des titres constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2019
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	0,00

8.3.9.3 Instruments financiers du groupe détenus en portefeuille

	Code Isin	Libellés	31/12/2019
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			492 592,48
	FR0007442498	R-CO COURT TERME C	492 592,48
Instruments financiers à terme			0,00

8.3.10 Tableau d'affectation des sommes distribuables

8.3.10.1 Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice

Néant.

8.3.10.2 Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2019	31/12/2018
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	393 728,47	455 056,34
Total	393 728,47	455 056,34

	31/12/2019	31/12/2018
MARTIN MAUREL INDEX I		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	297 256,81	332 203,61
Total	297 256,81	332 203,61

	31/12/2019	31/12/2018
MARTIN MAUREL INDEX P		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	96 471,66	122 852,73
Total	96 471,66	122 852,73

8.3.10.3 Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/12/2019	31/12/2018
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-196 555,96	348 770,80
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	-196 555,96	348 770,80

	31/12/2019	31/12/2018
MARTIN MAUREL INDEXI I		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-128 545,42	222 638,85
Total	-128 545,42	222 638,85

	31/12/2019	31/12/2018
MARTIN MAUREL INDEXI P		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-68 010,54	126 131,95
Total	-68 010,54	126 131,95

8.3.11 Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	31/12/2015	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
Actif net Global en EUR	57 117 888,75	60 503 561,48	56 841 149,52	51 651 514,91	50 839 429,85
MARTIN MAUREL INDEXI I					
Actif net en EUR	35 880 190,65	37 723 082,48	37 465 523,33	32 991 579,19	33 277 001,28
Nombre de titres	250	254	250	224	219
Valeur liquidative unitaire en EUR	143 520,78	148 516,07	149 862,09	147 283,84	151 949,78
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes en EUR	2 791,90	2 486,59	820,41	993,92	-586,96
Capitalisation unitaire en EUR sur résultat	1 293,43	1 670,41	1 601,24	1 483,05	1 357,33
MARTIN MAUREL INDEXI P					
Actif net en EUR	21 237 698,10	22 780 479,00	19 375 626,19	18 659 935,72	17 562 428,57
Nombre de titres	23 905	24 884	21 030	20 679	18 931
Valeur liquidative unitaire en EUR	888,42	916,20	921,33	902,36	927,71
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes en EUR	17,32	15,36	5,05	6,09	-3,59
Capitalisation unitaire en EUR sur résultat	4,94	7,23	6,73	5,84	5,09

8.3.12 Inventaire en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ALLEM 0.1% 15-04-26 IND	EUR	1 200 000	1 382 155,31	2,72
ALLEM 0.5% 15-04-30 IND	EUR	900 000	1 134 984,04	2,23
DEUTSCHE BUNDES INFLATION LINKED BOND 1.75% 15-04-20	EUR	2 800 000	3 017 441,18	5,94
GERMANY 0.1% 15-04-23 IND	EUR	2 800 000	2 944 895,45	5,79
TOTAL ALLEMAGNE			8 479 475,98	16,68
ESPAGNE				
ROYA DESP 1.0% 30-11-30	EUR	500 000	618 688,10	1,22
ROYAUME D'ESPAGNE 1.8% 30/11/2024 IND	EUR	2 100 000	2 525 076,74	4,96
SPAIN IL BOND 0.15% 30-11-23	EUR	1 500 000	1 620 454,82	3,19
SPAIN IL BOND 0.85% 30-11-27	EUR	1 100 000	1 285 408,43	2,53
SPAIN IL 0.3% 30-11-21 IND	EUR	800 000	648 759,27	1,28
TOTAL ESPAGNE			6 698 387,36	13,18
FRANCE				
CADES 1.5% i 25/07/2021	EUR	500 000	569 471,23	1,12
E.ETAT 3.40%09-29 OAT INDX	EUR	300 000	570 429,22	1,12
ETAT 3.15% 10/02	EUR	800 000	1 212 680,78	2,39
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.1% 01-03-21	EUR	1 000 000	1 065 941,15	2,10
FRANCE OAT 1.8% 25/07/2040	EUR	500 000	933 112,64	1,84
FRENCH REP 2.1% 25-07-23 IND	EUR	500 000	645 356,90	1,27
FRTR 0 1/4 07/25/24	EUR	1 800 000	1 835 884,08	3,61
FRTR 0.1 03/01/28	EUR	1 950 000	2 211 075,98	4,35
FRTR 0.7 07/25/30	EUR	1 900 000	2 374 058,38	4,67
OATE 1.1%10-25/07/2022 INDX	EUR	2 200 000	2 683 062,78	5,27
OATE 1,85%11-25072027 INDX	EUR	1 400 000	1 952 300,90	3,84
REPU FRAN 0.1% 01-03-25	EUR	2 400 000	2 659 435,20	5,22
REPUBLIQUE FRANCAISE 2.25% 25-07-20	EUR	1 750 000	2 309 241,35	4,54
TOTAL FRANCE			21 022 050,53	41,34
ITALIE				
BTPS 2.35 09/15/24	EUR	1 800 000	1 901 127,49	3,74
ITAL BUON 0.1% 15-05-22 IND	EUR	1 500 000	1 605 588,36	3,16
ITALIE EI 2.60% 09/23	EUR	2 200 000	2 950 439,52	5,80
ITALIE 1.25% 15/09/32 IND	EUR	1 400 000	1 574 793,10	3,10
ITALIE 2.10% 15/09/21 INDEXE	EUR	2 500 000	3 002 805,81	5,90
ITALIE 2.55% 15/09/2041	EUR	300 000	439 151,05	0,86
ITALIE 3.10% 15/09/26 INDEXEE	EUR	1 300 000	1 752 748,89	3,45
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.1% 15-05-23	EUR	400 000	418 435,67	0,82

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 1.3% 15-05-28	EUR	400 000	450 178,28	0,89
TOTAL ITALIE			14 095 268,15	27,72
TOTAL Obligations & val. ass. ng. sur mar. régl. ou ass.			50 295 182,02	98,92
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			50 295 182,02	98,92
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
R-CO COURT TERME C	EUR	124	492 592,48	0,97
TOTAL FRANCE			492 592,48	0,97
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			492 592,48	0,97
TOTAL Organismes de placement collectif			492 592,48	0,97
Instruments financiers à terme				
Engagements à terme ferme				
Engagements à terme ferme sur marché réglementé ou assimilé				
XEUR FBTP BTP 0320	EUR	-12	-8 400,00	-0,02
XEUR FGBL BUN 0320	EUR	-18	34 200,00	0,07
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé			25 800,00	0,05
TOTAL Engagements à terme fermes			25 800,00	0,05
TOTAL Instruments financiers à terme			25 800,00	0,05
Appel de marge				
MARRCEUR	EUR	-25 800	-25 800,00	-0,05
TOTAL Appel de marge			-25 800,00	-0,05
Créances			65 432,69	0,13
Dettes			-16 494,63	-0,03
Comptes financiers			2 717,29	0,01
Actif net			50 839 429,85	100,00

MARTIN MAUREL INDEX I	EUR	219	151 949,78	
MARTIN MAUREL INDEX P	EUR	18 931	927,71	